

l'optimisme dont faisait preuve un des membres de la Junte lors d'une entrevue qu'il nous accordait l'automne dernier. En réalité, le Groupe andin n'a pu éviter les difficultés qui ont frappé et qui ont quelquefois mis fin à d'autres expériences d'intégration se déroulant ailleurs dans le Tiers monde.

Il est trop tôt, cependant, pour prononcer un jugement définitif car tout n'est pas joué, loin de là. Un processus d'intégration ne constitue pas une expérience d'une seule décennie comme en fait foi l'exemple inachevé de la Communauté économique européenne. Et si on le compare à d'autres processus

d'intégration du Tiers monde, il demeure que le bilan du Groupe andin est nettement supérieur.

Tout processus d'intégration régional constitue un système ouvert et changeant. En conséquence, il n'est pas impossible que, sous l'impulsion de certains gouvernements comme celui du Venezuela et du nouveau gouvernement de l'Équateur, le Groupe andin revienne à un modèle de développement économique qui soit beaucoup plus axé que ce n'est le cas maintenant vers un type de développement véritablement autonome. Toutefois, un tel revirement de la situation n'est pas prévisible à très court terme.

Amérique latine

L'agonie du Nicaragua

par James Guy

«*Revolución!*» Tel est le mot d'ordre en Amérique latine, et pourtant peu de républiques en ont fait véritablement l'expérience. Dans cette région du monde où la violence politique est l'un des seuls moyens d'accélérer la marche vers le modernisme, les fréquents *golpes de estado* (coups d'État) sont souvent considérés à tort comme révolutionnaires. La plupart du temps, ces *golpes* et *cuartelazos* (mutineries de caserne) ne font que transférer le pouvoir d'une élite à une autre sans toucher la vie quotidienne des paysans et des citoyens. Néanmoins, les terribles événements qui viennent de se produire au Nicaragua présentent toutes les apparences d'une véritable révolution: le tissu politique, social et économique de la société nicaraguayenne paraît avoir subi une transformation irréversible. De cet holocauste révolutionnaire, où pas une vie ne pesait plus lourd qu'une autre, est sorti un Nicaragua qui ne sera jamais plus comme avant. Chose certaine, les violences et les bouleversements qui ont abouti en juillet dernier à l'exil d'Anastasio «Tachito» Somoza Debrayle et de ses proches ont traumatisé ce pays comme jamais encore auparavant et continueront de le faire pendant de nombreuses années à venir.

Le tribut à payer est aussi très lourd: environ 15 000 personnes tuées, 600 000 forcées de fuir leur foyer, des villes et des villages détruits et de nombreuses entreprises ruinées ou condamnées à fermer leurs portes. Malgré la victoire des sandinistes, c'est maintenant le nihilisme politique qui guette le Nicaragua, la plus grande des républiques d'Amérique centrale. Témoin et victime de l'exécution massive de ses enfants, de ses paysans et de ses soldats, des sévices infligés à ses prisonniers politiques, de l'assassinat arbitraire, des détentions et du déni de ses

libertés civiles, la nation nicaraguayenne porte aujourd'hui, imprimée dans son psyché collectif, la trace indélébile des atrocités qui ont marqué son passage d'un autoritarisme égocentrique sans merci à un totalitarisme encore mal défini. Il faudra un certain recul pour pouvoir déceler et analyser les bienfaits de cette transition, si bienfaits il y a. Ce qui est certain, c'est que le Nicaragua n'a pas cultivé les traditions et les institutions de la démocratie depuis qu'il a acquis le statut d'État indépendant en 1838. Jusqu'à tout récemment, le seul indice d'une certaine «stabilité politique» dans le régime nicaraguayen était le simple fait qu'une même famille avait réussi à se maintenir au pouvoir pendant plus de quatre décennies. Il importe à présent de savoir quelles institutions — si toutefois il y a lieu d'utiliser ce mot — viendront combler le vide politique causé par le renversement de la famille Somoza.

La Dynastie

Entre 1912 et 1933, les *marines* des États-Unis occupèrent par intermittence le Nicaragua pendant quelque 19 années, afin de «restaurer l'ordre» et de «protéger les citoyens et les biens des États-Unis». Six ans avant leur départ définitif, les États-Unis mirent sur pied la garde nationale et en offrirent le commandement à un joyeux libéral pro-américain,

James Guy est professeur de science politique au Collège du Cap-Breton. Il est aussi l'un des fondateurs du Centre des études internationales de cet établissement. Ses cours portent sur la politique latino-américaine et sur la politique étrangère du Canada. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.